

DA05 - FICHE DE RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS DU HCÉRES EN VUE DE L'ACCRÉDITATION D'UNE FORMATION DU 3^E CYCLE

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023
VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation :

Établissement(s) co-accrédité(s) :

Ecole Doctorale ED 537 - CULTURE ET PATRIMOINE – Avignon Université	
Caractérisation de la formation	
Domaines disciplinaires pour lesquels l'ED demande une accréditation	6- Sciences humaines et humanités nouvelles 7- Sciences de la Société
Évolution de la formation <i>Préciser la nature de l'évolution de la formation</i>	(1) Renouveau à l'identique (2) Renouveau avec modifications : notamment, changement d'intitulé de l'ED, de(s) domaines scientifiques, d'unité(s) de recherche rattachées à l'ED, d'établissement(s) demandant la co-accréditation ou partenaires, de la structure de l'ED (3) Création issue d'une restructuration (suite à une fusion ou scission d'ED) (4) Création ex-nihilo
Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan et du projet de la formation du 3^e cycle	
Dans le dossier : - Le fort potentiel de la formation doctorale en matière de pluridisciplinarité et d'interdisciplinarité n'est pas suffisamment exploité dans les formations proposées aux doctorants > c'est un point de vigilance qui a déjà été identifié. Les formations pouvant désormais être intégrées dans le service d'enseignement, deux appels à la création de cours disciplinaires sont prévus (un mail a été envoyé le 13 février pour collecter les propositions). - Une minorité de doctorants prennent part aux animations et manifestations scientifiques > oui, et pour réduire ce manque d'implications, nous allons réfléchir à la manière dont sont présentées ces animations.	

- Le niveau de certaines formations transversales n'est pas assez élevé pour les besoins des doctorants, tandis que les formations disciplinaires sont insuffisantes de l'avis des doctorants. > ce point a été remonté au CED dès l'année dernière. La nouvelle direction est informée de ce point, et des améliorations sont déjà prévues dès la rentrée 2023 (densification de certains cours, remplacement de certains intervenants).
- Des données existent concernant le dépôt des thèses soutenues dans des archives ouvertes, mais il n'y a pas de données sur le dépôt des autres travaux des doctorants > Un CV est demandé à la soutenance de chaque doctorant mais aucune base de données n'existe effectivement pour recenser l'ensemble des travaux. Ce point est à considérer pour les prochaines années (en lien avec le portfolio par exemple).
- La formation doctorale manque encore d'échanges avec les partenaires socio-économiques et n'offre pas assez de formations professionnalisantes non-académiques dans la préparation de la poursuite de carrière des docteurs > Le parcours entrepreneuriat est désormais ouvert aux doctorant-e-s (depuis 2023). Des formations non académiques plus diversifiées seront à discuter avec le CED et l'autre ED.
- Toutefois très peu de doctorants se voient proposer des missions d'enseignement (15 en 2016, seulement 7 en 2021), car elles sont réservées aux doctorants financés, et les missions de conseil ou d'expertise sont rares > Le chiffre indiqué concerne uniquement les moniteurs (7 sur 37 thèses financées) faisant 64 h TD par an. Or, ne sont pas comptés ici certain-e-s doctorant-e-s qui font des vacations, qu'ils soient avec un financement doctoral ou non. Un bilan de ces services d'enseignement sera réalisé durant l'année 2023.
- La formation est ouverte à l'international, conformément à la politique mise en place par l'établissement, mais le dossier d'autoévaluation ne précise pas les résultats des actions mises en œuvre > de nombreux doctorants (entre 4 et 10 par an) ont bénéficié d'une mobilité courte (15 jours à 2 mois) ou longue (de 2 à 6 mois). Le suivi est assuré par l'ED et le CED, et un bilan chiffré aurait dû être ajouté dans le dossier d'autoévaluation. Le nombre de cotutelles est également un indicateur d'attractivité de l'international.
- L'Approche par compétence est mise en place, mais des efforts sont à poursuivre concernant l'approche par compétences, qui a été récemment mise en place > il convient effectivement d'aller plus loin que les actions mises en place actuellement. Une évaluation des compétences au moment de la soutenance sera proposée, en lien avec la fiche RNCP du doctorat, tout comme un bilan annuel demandé lors de chaque CSI.
- Des disparités importantes dans les modalités de recrutement et d'accueil des doctorants sont à déplorer. Ainsi, les critères de recrutement ne sont clairement définis que pour les doctorants financés (le conseil de l'ED jouant un rôle essentiel dans leur recrutement, ce qui n'est pas le cas pour les autres doctorants) et il serait souhaitable d'offrir un accès identique aux ressources (matérielles, logistiques et numériques) à tous les doctorants. Ceux-ci déplorent l'absence d'espaces de sociabilité et les difficultés d'intégration des doctorants éloignés et/ou exemple, un entretien à mi-parcours) > les critères de recrutement seront à harmoniser dans les prochaines années, la difficulté étant que certains contrats (CIFRE ou ANR) ne passent pas par l'ED en amont des sélections (alors que les laboratoires d'accueil procèdent à ce type de sélection). L'accès aux ressources numériques est en revanche identique à tou-te-s les doctorant-e-s. Les espaces de sociabilité et de travail relèvent de leur côté des espaces disponibles propres à chaque laboratoire d'accueil, ce point relevant alors des services de la présidence et des UFR, et non de l'ED à strictement parler.
- Il convient surtout de veiller à ce que tous les doctorants soient pourvus d'un CSI, conformément aux dispositions légales (40 % seulement des doctorants en ont un actuellement), d'harmoniser leurs modalités de composition et de fonctionnement, jusqu'à présent très variables selon les unités de recherche, et de les mettre en conformité avec la réglementation en vigueur (les directeurs de thèse ne doivent pas être membres des CSI) > le CSI est source de discussions et de pratiques très hétérogènes au sein des laboratoires d'accueil, et l'ED rappelle pourtant que les CSI sont obligatoires depuis 2016. Suite à la parution de l'arrêté du 26 août 2022, l'ED mettra plus de pression sur ce point, car désormais, tou-te-s les doctorant-e-s devront avoir un CSI réalisé (avec le rapport comme preuve de réalisation) avant toute nouvelle réinscription.
- Très peu d'entre eux (une dizaine d'enseignants-chercheurs) assistent à la réunion de rentrée de l'ED et certains se disent insuffisamment informés > c'est un paradoxe sur lequel l'ED tente de travailler. En 2023, une fois par mois, une séance appelée « L'ED-Brief » sera proposée, pour espérer accroître l'information (sur les CSI, sur les soutenances, sur les CV, sur le portefeuille de compétences, sur le CNU et la carrière dans la fonction publique...).

- Le dossier d'autoévaluation indique que les aménagements concernant les doctorants en situation de handicap ne sont pas formalisés mais des éclaircissements sur ce qui existe effectivement auraient été nécessaires > Il existe des contrats spécifiques handicap (l'un a été pourvu sur le volume des contrats ministériels en 2022), ainsi qu'un dispositif d'accompagnement des étudiants en situation d'handicap à Avignon Université.
- Mais il n'existe pas d'évaluation de la formation doctorale dans son ensemble, ce qui est regrettable et prive l'ED de sources d'informations précieuses pour l'amélioration de ses actions et de son fonctionnement > effectivement, les évaluations concernent les formations proposées mais pas l'offre dans sa globalité. Une telle évaluation sera mise en place par le CED dès 2023, pour répondre à cette demande.

Conclusion :

Points faibles :

- L'absence d'harmonisation et de généralisation des CSI. > c'est une réalité et comme indiqué, l'arrêté de 2022 conduit désormais l'ED à imposer cette règle et à être plus vigilant
- Les dispositifs de recrutement et d'accompagnement du parcours des doctorants, qui induisent de fortes disparités entre les doctorants financés et non financés. > à mieux organiser et harmoniser
- L'absence d'évaluation de l'ensemble de la formation par les doctorants. > à mettre en place dès 2023, sous l'égide du CED, ce qui permettra aussi de mieux recenser les besoins
- Un taux élevé d'abandons de thèse. > en 10 ans, plus de 70 doctorant-e-s (80% sans un financement doctoral) ont arrêté leur thèse > la démarche VAE a été proposée, mais aucun dossier n'a été déposé pour le moment. Les conditions d'abandons ou de fins de thèse sont connues, mais c'est sur la sélection et le recrutement des candidats que l'ED doit être bien plus vigilante
- L'absence de participation des partenaires socio-économiques à la formation doctorale. > à mieux organiser et à discuter avec des pratiques mises en place au sein d'Avignon Université, tout en s'adaptant aux spécificités et aux besoins propres à chaque unité de recherche d'accueil.
- L'absence de dispositifs de prévention des conflits et des discriminations. > à créer au plus vite.